

Institut d'Études Politiques de Paris  
Ecole doctorale de Sciences-Po  
Programme doctoral : Monde Musulman

**Société Civile en République islamique d'Iran, Mythes et réalités,  
Théocratie et lien social (1979-1997-2006)**

Sepideh Farkhondeh

Sous la direction de M. Olivier Roy

**Jury :**

Directeur de la thèse : Olivier Roy, directeur de recherche au CNRS, directeur d'études à l'EHESS

Président du jury :

M. Jean-Pierre Filiu, historien, diplomate et enseignant à l'Ecole Doctorale de Sciences Po

Examineur :

M. Said. A. Arjomand, professeur de sociologie à l'Université de New York, Stony Brook

Rapporteurs :

Mme Haleh Afshar, professeur de science politique à l'Université de York

M. Farhad Khosrokhavar, directeur d'études à l'EHESS

**Résumé :**

La notion très polysémique de « société civile » a été reprise dans les années 90, par les auteurs et les acteurs politiques iraniens à une époque où les dogmes révolutionnaires s'estompaient. Elle a surtout exprimé un espoir de transition démocratique. En son sens philosophique, la société civile désigne la communauté politique et celle-ci est remodelée, en Iran, par la confusion entre autorité cléricale et autorité politique.

De fait, sous la République Islamique, un exode rural massif et l'accès à l'enseignement supérieur contribuent au mouvement séculaire de rupture des liens communautaires qui caractérisent la société traditionnelle. Mais l'appareil d'Etat développe des stratégies de récupération, d'infiltration ou de marginalisation des institutions civiles modernes tandis que le monopole du pouvoir sur les sources de grand profit et la bureaucratisation de la charité et de la bienfaisance islamiques concourent à consolider le pouvoir étatique. Financièrement dépendantes de l'Etat rentier, les classes moyennes instruites ne disposent pas de l'autonomie nécessaire pour agir sur lui. Dans ce contexte, la société civile religieuse et démocratique, telle que l'ont prônée les auteurs musulmans et les acteurs réformistes, sans égard pour les rapports de force sociaux et économiques se révèle être un mythe. Les décalages entre les slogans et les faits, l'absence de système de sécurité sociale, les effets de la prédation au nom des démunis semblent aggraver une anomie sociale qui non seulement fragilise les institutions civiles existantes mais mine la confiance entre les citoyens et compromet le lien social.